

**Programme opérationnel régional FEDER-FSE  
de l'Île-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020  
« Investissement pour la croissance et l'emploi »**

**Appel à projets spécifique FEDER et FSE pour les années 2015 et 2016**

**FEDER : Axe prioritaire n°1**

**« Soutenir l'aménagement durable des territoires franciliens »**

**FSE : Axe prioritaire n°4**

**« Favoriser les dynamiques de l'inclusion »**

**« Actions à destination des communautés  
marginalisées telles que les Roms »**

**Date de lancement de l'appel à projets : 2 novembre 2015**

**Date limite de dépôt des candidatures : 31 mars 2016**

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.

Aucune demande de subvention ne sera recevable après le 31 mars 2016. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers en amont de la date limite de dépôt.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens : <http://europe.iledefrance.fr>. Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

Pour les projets intégrant les deux dimensions du présent appel – résorption de l'habitat précaire, au titre des fonds FEDER, et accompagnement vers les dispositifs d'insertion, au titre des fonds FSE - deux dossiers de candidature distincts seront à déposer : un dossier de demande de subvention FEDER et un dossier de demande de subvention FSE.

## Sommaire

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>I/ PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>5</b>
<b>A/ CONTEXTE DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>5</b>
<b>B/ OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>6</b>
<b>II/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS</b>	<b>7</b>
<b>A/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS</b>	<b>7</b>
1/ TYPES D' ACTIONS	7
2/ ORGANISMES ET PUBLICS BENEFICIAIRES	8
3/ TERRITOIRE	9
4/ MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FEDER OU FSE	9
5/ COFINANCEMENTS	9
6/ TEMPORALITE DU PROJET	10
7/ DEPOT DU DOSSIER	10
<b>B/ CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES</b>	<b>12</b>
1/ ELIGIBILITE DES DEPENSES	12
2/ CAPACITE FINANCIERE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	13
3/ CAPACITE ADMINISTRATIVE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	13
4/ PRINCIPES HORIZONTAUX	13
<b>III/ MODALITES ET CRITERES DE SELECTION</b>	<b>14</b>
<b>A/ MODALITES DE SELECTION DES PROJETS</b>	<b>14</b>
<b>B/ ANALYSE EN OPPORTUNITE DES PROJETS SOUTENUS</b>	<b>14</b>
<b>IV/ CALENDRIER DE SELECTION</b>	<b>16</b>
<b>V/ CONFIDENTIALITE</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)</b>	<b>18</b>
1 TRANSPARENCE COMPTABLE	18
2 RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE	18
3 RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT	18

4	RECOURS AUX OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES	18
5	EVALUATION ET SUIVI DES DONNEES RELATIVES AUX BENEFICIAIRES / PARTICIPANTS	21
6	COMMUNICATION EUROPEENNE	22
7	CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES	22
8	CONSERVATION DES PIECES	23
	<b>ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS</b>	<b>24</b>
	<b>ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES DE RECUEIL DES DONNEES RELATIVES A LA SITUATION DES PARTICIPANTS</b>	<b>25</b>
	<b>ANNEXE 5 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES</b>	<b>42</b>

## PREAMBULE

---

Pour la période 2014-2020, les fonds européens structurels et d'investissement constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Île-de-France.

C'est par l'élaboration d'un Programme opérationnel régional FEDER-FSE<sup>1</sup> favorisant la synergie des fonds communautaires, nationaux et régionaux que la Région Île-de-France propose des solutions adaptées aux enjeux identifiés dans le diagnostic territorial stratégique élaboré en 2012.

Les orientations retenues s'articulent avec les objectifs de la stratégie Europe 2020, adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010, afin de lutter contre la crise et de créer les conditions favorables à une croissance européenne intelligente, durable et inclusive :

- Une croissance intelligente : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- Une croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- Une croissance inclusive : encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

La Région Île-de-France a souhaité inscrire le présent appel à projet dans une logique de convergence en mobilisant des crédits FEDER – 2 297 000 euros inscrits au titre de l'axe prioritaire n°1 / objectif spécifique 2 : « Résorber l'habitat précaire des communautés marginalisées telles que les Roms » - et des crédits FSE – 1 038 000 euros inscrits au titre de l'axe prioritaire n°4 / objectif spécifique 5 : « Accompagner les populations marginalisées telles que les Roms migrants vers les dispositifs d'insertion » - pour le financement de projets qui puissent ainsi prendre en compte l'ensemble des problématiques auxquelles sont confrontées ces publics et favoriser leur intégration pérenne.

**Cet appel à projet vise à favoriser prioritairement un accompagnement global des publics visés en prenant en compte l'ensemble des freins à leur intégration : résorption de l'habitat précaire et accompagnement vers les dispositifs d'insertion. A défaut cet appel à projet permettra de soutenir les seules actions d'accompagnement vers les dispositifs d'insertion.**

**Il s'appuiera sur la possibilité de mettre en œuvre des projets « intégrés » financés pour partie par des crédits FEDER – pour les actions de résorption de l'habitat précaire - et pour l'autre par des crédits FSE – pour les actions d'accompagnement vers les dispositifs d'insertion.**

**Sont éligibles au présent appel à projet : tous les porteurs publics ou privés intervenant dans le champ d'intervention de l'appel à projet, notamment des collectivités territoriales, des associations, des fondations, etc... Dans le cas d'une opération portée par un porteur privé, le projet devra s'inscrire dans le cadre d'un partenariat avec la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'opération se déroule.**

---

<sup>1</sup> Ci-après POR FEDER-FSE 2014-2020

## **I/ PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS**

---

### **A/ Contexte de l'appel à projets**

Cet appel à projet vise à renforcer l'accompagnement des communautés marginalisées telles que les Roms résidant ou ayant résidé dans des bidonvilles en Île-de-France en développant prioritairement des projets d'accompagnement global et à défaut des projets d'accompagnement vers les dispositifs d'insertion.

En effet, la Région Île-de-France comptait, en 2013, 219 bidonvilles répartis comme tel :

- 116 bidonvilles en Seine-Saint-Denis
- 56 bidonvilles dans le Val-de-Marne
- 26 bidonvilles en Essonne
- 12 bidonvilles en Seine et Marne
- 7 bidonvilles dans le Val d'Oise
- 2 bidonvilles dans les Yvelines

La spécification « telles que les Roms » doit s'entendre dans le présent appel à projets au sens de la définition du Conseil de l'Europe, à savoir désignant « les Roms, les Sintés (Manouches), les Kalés (Gitans) et les groupes de population apparentés en Europe, dont les Voyageurs et les branches orientales (Doms, Loms) ; il englobe la grande diversité des groupes concernés, y compris les personnes qui s'auto-identifient comme « Tsiganes » et celles que l'on désigne comme « Gens du voyage ». » (Voir Glossaire terminologique raisonné du Conseil de l'Europe sur les questions Roms).<sup>2</sup>

Les communautés marginalisées vivant dans ces bidonvilles en Île-de-France représentent donc une grande diversité sur le plan des origines géographiques, des caractéristiques sociales, démographiques, linguistiques, sur le plan du parcours et des projets migratoires, etc.<sup>3</sup>

Ces communautés, dans leur diversité, sont cependant souvent confrontées à un certain nombre de difficultés quotidiennes auxquelles cet appel à projets vise à répondre:

- **Des conditions de vie précaires et très souvent insalubres** : La grande majorité des terrains où sont installées ces populations n'est pas couverte en infrastructures : accès à l'eau, accès à l'électricité, ramassage des déchets ménagers, présence de toilettes.... Les conséquences sanitaires et hygiéniques pour ces populations sont préoccupantes. Ces terrains, qui répondent à la définition usuelle donnée au terme de « bidonvilles », font fréquemment l'objet d'évacuations, renforçant la précarité de leurs habitants.

---

<sup>2</sup> Glossaire terminologique raisonné du Conseil de l'Europe sur les questions Roms, Edition mise à jour le 18 mai 2012 : <http://www.angvc.fr/pdf/pouvoirs%20publics/institutions%20europeennes/COE-20120518-Glossaire-Roms.pdf>

<sup>3</sup> « Situation sanitaire et sociale des « Roms migrants » en Ile-de-France » ; Observatoire régional de la santé d'Ile-de-France, juin 2012

- **Un accès au marché du travail encore limité** : si les mesures transitoires auxquelles les citoyens roumains et bulgares étaient soumis depuis l'adhésion de ces deux pays en 2007 ont été levées le 1er janvier 2014 et que les ressortissants roumains et bulgares parmi ces populations marginalisées sont désormais libres d'exercer un emploi en France et de s'inscrire à Pôle emploi sans avoir à demander préalablement un titre de séjour, l'accès réel à l'emploi est plus complexe et nécessite un accompagnement spécifique pour l'ensemble des communautés marginalisées telles que les Roms.
- **Une faible scolarisation des enfants du fait des conditions de vie précaires** : Des obstacles de nature administrative sont constatés, tels que le refus d'inscription scolaire de la part de certaines municipalités en raison d'une arrivée récente et mal établie sur la commune, ou le ralentissement des démarches d'inscription du fait de la non fourniture de certains justificatifs. Peut se poser également la difficulté de la scolarisation d'enfants non-francophones ou préalablement dé- ou non scolarisés. Leur intégration scolaire nécessite ainsi des moyens particuliers (intégration dans les unités pédagogiques pour élèves allophones) qui font souvent défaut sur les territoires.
- **Des processus cumulés d'exclusion défavorables à la santé** : la mobilité subie permanente due notamment aux évacuations de bidonvilles, les faibles possibilités d'insertion, les conditions de vies insalubres, l'accès limité au droit à la santé et aux droits sociaux, l'accès tardif aux soins, les discriminations, y compris dans les institutions médico-sociales, contribuent à un état de santé dégradé de ces populations marginalisées.
- **Enfin un manque de coordination des différents acteurs spécialisés et de droit commun** pour faire avancer les droits de ces populations est constaté à l'échelle des territoires, comme une réelle méconnaissance et une méfiance des professionnels de droit commun à accompagner et reconnaître les mêmes droits que tout citoyen européen.

## **B/ Objectifs de l'appel à projets**

Cet appel à projet vise à favoriser prioritairement un accompagnement global des communautés marginalisées telles que les Roms résidant dans des bidonvilles en prenant en compte l'ensemble des freins à l'intégration de ces publics, depuis l'hébergement jusqu'à l'emploi en passant par la scolarisation des enfants et l'accès aux droits et aux soins.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Réduire le nombre de personnes de communautés marginalisées vivant dans un habitat précaire ;
- Garantir une meilleure insertion de ces mêmes populations marginalisées : scolarisation des enfants, insertion socio-économique et accès aux dispositifs de droit commun.

Il est donc attendu que les porteurs présentent en priorité des projets proposant d'une part la construction de logements temporaires (structures type « Village d'insertion », programmes dits « d'habitat adapté ») permettant le relogement des populations durant une période transitoire vers des logements de droit commun et d'autre part leur accompagnement vers une meilleure insertion.

Dans le cas où les actions de résorption de l'habitat précaire sont financés par le FEDER et les actions d'accompagnement vers les dispositifs d'insertion sont financés par le FSE, les projets sont dit « intégrés ».

Les porteurs pourront également présenter des projets ne combinant pas les financements FEDER et FSE, soit parce qu'ils mobilisent d'autres sources de financement dans le cas de projets proposant un accompagnement global, soit parce que leur projet ne le nécessite pas dans le cas de projets d'accompagnements vers les dispositifs d'insertion uniquement.

## **II/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS**

---

### **A/ Conditions de recevabilité des projets**

#### *1/ Types d'actions*

Le présent appel à projets vise à soutenir des actions de deux ordres :

- Les actions visant à résorber l'habitat précaire des communautés marginalisées telles que les Roms à travers :
  - La création de structures type « Village d'insertion » : sites où les populations sont logées dans des bungalows ou des habitations légères et où toutes les infrastructures de bases sont prévues (accès à l'électricité et à l'eau, local buanderie, local à ordures ménagères...) ;
  - Le soutien aux programmes dits « d'habitat adapté » tels que la construction de petits pavillons avec cuisine/salon et une caravane attenante pour les chambres ou le financement de résidences sociales dans la mesure où elles proposent un accompagnement social dans le cadre d'un projet cofinancé par le FSE.

Ce type de projet, faisant appel à des financements FEDER, devra s'articuler avec un accompagnement des populations vers les dispositifs d'insertion (cf. infra) permettant un accompagnement global qui pourra être financé par le FSE (projet « intégré ») ou par d'autres sources de financement.

Il devra permettre un accès à l'eau courante, à l'électricité, des sanitaires et un système d'assainissement.

Le porteur de projet fera également la démonstration de la proximité et/ou de l'accessibilité en transport en commun des équipements (commerces, école, hôpital public...).

Sont exclus les projets de création d'aires d'accueil des gens du voyage relevant des obligations incombant aux communes dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dite loi Besson II.

- L'accompagnement des communautés marginalisées vers les dispositifs d'insertion par le biais de :
  - L'appui à la parentalité et à la scolarisation des enfants et d'actions de médiation scolaire ;
  - L'apprentissage du français et l'insertion professionnelle ;
  - La gestion de l'habitat et la gestion budgétaire ;
  - L'accès aux droits par la médiation sociale ;
  - L'accès aux soins par la médiation sanitaire ;
  - Des mesures favorisant l'insertion socioprofessionnelle et la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi ;
  - Les dispositifs d'ingénierie sociale tels que des diagnostics ou des études sociales préalables au déploiement de projets de résorption de l'habitat précaire soutenus par le FEDER (cf. supra), ou des actions d'évaluation des projets d'amélioration de l'habitat ou d'accompagnement social des participants.

Ce type de projet, faisant appel à des financements FSE, pourra être présenté en articulation avec une opération de résorption de l'habitat précaire financée par le FEDER (projet « intégré ») ou par d'autres sources de financement. Ce type de projet pourra également être présenté isolément.

Les projets ne s'inscrivant pas dans les actions présentées ci-dessus seront déclarées irrecevables.

Une approche intégrée FEDER-FSE sera privilégiée pour la mise en œuvre des actions en faveur des communautés marginalisées. Une priorité sera donc donnée aux projets « intégrés » comprenant à la fois un dossier de demande de financement FEDER pour une/des action(s) visant à résorber l'habitat précaire, et un dossier de demande de financement FSE pour une/des action(s) ayant trait à l'accompagnement vers les dispositifs d'insertion sociale.

Les porteurs pourront également présenter des projets ne combinant pas les financements FEDER et FSE, soit parce qu'ils mobilisent d'autres sources de financement dans le cas de projets proposant un accompagnement global, soit parce que leur projet ne le nécessite pas dans le cas de projets d'accompagnement vers les dispositifs d'insertion uniquement.

## *2/ Organismes et publics bénéficiaires*

- **Organismes bénéficiaires**

Sont éligibles au présent appel à projet : tous les porteurs publics ou privés intervenant dans le champ d'intervention de l'appel à projet, notamment des collectivités territoriales, des associations, des fondations, etc...



Dans le cas d'une opération portée par un porteur privé, le projet devra s'inscrire dans le cadre d'un partenariat avec la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'opération se déroule.

- **Publics bénéficiaires**

Le présent appel à projets vise les populations marginalisées telles que les Roms (cf. définition du Conseil de l'Europe précisée en partie I/ A/ Contexte de l'appel à projet), résidant ou ayant résidé dans des bidonvilles et des campements illicites<sup>4</sup>.

### *3/Territoire*

Seront examinés en priorités les projets se déroulant au sein des territoires franciliens comprenant des bidonvilles et des campements illicites et des territoires susceptibles d'accueillir des projets favorisant l'intégration des communautés marginalisées.

### *4/ Montant et taux d'intervention de l'aide FEDER ou FSE*

Le montant minimum de participation des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) sur un projet est fixé à 23 000 € par tranche annuelle.

Le taux d'intervention minimum des FESI sur un projet est fixé à 20% du coût total éligible.

Le taux d'intervention maximum des FESI sur un projet est fixé à 50% du coût total éligible.

### *5/ Cofinancements*

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet.

Si les cofinancements mobilisés couvrent un périmètre plus large que le projet soutenu au titre du FSE, le porteur de projet devra expliquer la clé de proratisation utilisée pour calculer la part chaque cofinancement affectée au projet soutenu par le FSE.<sup>5</sup>

Les projets peuvent être adossés à des dispositifs régionaux et peuvent être articulés à des projets relevant d'autres dispositifs et bénéficiant d'autres cofinancements.

---

<sup>4</sup> Conformément au point 1.2 de la section N° 5 du POR FEDER-FSE 2014-2020 de l'Île-de-France et du bassin de Seine.

<sup>5</sup> Pour justifier la proratisation du cofinancement, les cofinanceurs devront fournir une attestation de cofinancement précisant la part qu'il peut / doit consacrer à l'opération sur le budget global / annuel de fonctionnement. A défaut de justificatif émanant du financeur, le CAC ou l'expert-comptable du porteur de projet justifie par tout moyen comptable la part d'une subvention consacrée à l'opération.

Ainsi, les financements régionaux mobilisés dans le cadre des politiques régionales pour les personnes en grande précarité et en situation d'exclusion, votées par délibération « La politique sociale régionale » CR n°23-11 du 7 avril 2011, pourront intervenir en cofinancement des fonds européens sollicités dans le cadre du présent appel à projets si les projets répondent favorablement aux critères d'attribution des politiques régionales.

#### *6/ Temporalité du projet*

Les actions pourront se dérouler entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2018. La période de réalisation des projets ne peut pas être inférieure à 6 mois, et supérieure à 24 mois pour les projets FSE et 36 mois pour les projets FEDER.

Pour les projets FEDER et sur demande justifiée du porteur, la période de conventionnement pourra être prolongée autant que de besoin jusqu'à couvrir la durée de réalisation du programme opérationnel régional.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide. La date d'achèvement s'entend comme la date la plus tardive entre l'achèvement physique de l'opération et la date d'émission de la dernière facture.

#### *7/ Dépôt du dossier*

**Les dossiers devront être transmis par voie dématérialisée**

**sur la plateforme des aides régionales :**

<https://par.iledefrance.fr>

**Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site :**

[www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)

Pour les projets dits « intégrés » associant la dimension « résorption de l'habitat précaire », financée par les crédits FEDER, et la dimension « accompagnement vers les dispositifs d'insertion », financée par les crédits FSE le ou les porteurs devront déposer deux dossiers distincts :

- Un dossier de demande de subvention FEDER pour les opérations relevant de la résorption de l'habitat précaire ;

- Un dossier de demande de subvention FSE pour les opérations relevant de l'accompagnement vers les dispositifs d'insertion.

Chacun des dossiers fait mention de la dimension « intégrée » du projet dans sa fiche technique. Si les porteurs sont différents, chaque dossier devra comprendre une fiche « Présentation du partenariat » mise à disposition sur le site [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr) afin de permettre la prise en compte de la complémentarité des dossiers lors de leur instruction (cf. infra opération dite « partenariale »).

Pour les projets associant plusieurs partenaires, « intégrés » ou « non intégrés », plusieurs modalités de dépôt sont possible :

- a. Pour une opération dite « collaborative<sup>6</sup> » :

Un bénéficiaire « chef de file » pourra porter le projet et déclarer les dépenses qu'il supporte ainsi que les dépenses supportées par ses partenaires (publics ou privés) dans le cadre d'une opération collaborative. Cette construction est à privilégier dans le cas où un ou plusieurs des partenaires du projet ne disposent pas des capacités administratives et financières suffisantes pour porter seul un projet cofinancé par les fonds européens.

Dans ce cas, un acte juridique entre le bénéficiaire et ses partenaires devra être transmis au moment du dépôt du dossier de demande de subvention.

Cet acte juridique précisera :

- les missions et obligations respectives ;
- le plan de financement global de l'opération et sa ventilation pour chacun des partenaires ;
- les modalités de paiement de l'aide européenne ;
- le traitement des litiges ;
- les responsabilités de chacun, notamment en cas d'indus à recouvrer suite à des irrégularités constatées.

Il est à noter que le bénéficiaire conservera la responsabilité des dépenses déclarées, et que les dépenses de l'ensemble des partenaires devront respecter les règles d'éligibilité des dépenses mentionnées dans le décret fixant les règles nationales d'éligibilité dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE,

---

<sup>6</sup> Une opération est dite collaborative lorsqu'elle associe plusieurs partenaires dont l'un est déclaré « chef de file » au sens de l'article 3 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru)/ extrait : « Un bénéficiaire peut être « chef de file » pour déclarer les dépenses qu'il supporte et des dépenses supportées par les partenaires (publics, privés) dans le cadre d'une opération collaborative cofinancée par un Fonds européen structurel et d'investissement. Lorsque l'autorité de gestion accepte ce type de montage, un acte juridique entre le bénéficiaire et ces partenaires précise les missions et obligations respectives, le plan de financement global et sa ventilation pour chacun des partenaires, les modalités de paiement de l'aide européenne, le traitement des litiges, les responsabilités de chacun notamment en cas d'indus à recouvrer suite à des irrégularités constatées. Cet acte doit être visé dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne passé entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire. Ce dernier conserve la responsabilité des dépenses déclarées. Les dépenses des partenaires doivent respecter les règles d'éligibilité des dépenses fixées dans le présent décret. »

FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru) et le présent appel à projet.

b. Pour une opération dite « partenariale<sup>7</sup> » :

Chaque bénéficiaire «partenaire» porte sa partie du projet et déclare les dépenses qu'il supporte. Cette construction est à privilégier lorsque les partenaires sont tous à même de porter un projet cofinancé par les fonds européens mais que leur association permet de présenter un projet de plus grande envergure.

Chacun des porteurs dépose un dossier comprenant une fiche « présentation du partenaire » mise à disposition sur le site [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr) pour chaque partenaire du projet, afin de permettre la prise en compte de la complémentarité des dossiers lors de leur instruction.

Dans tous les cas les envois par mail ne sont pas acceptés. Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## **B/ Critères d'appréciation des projets recevables**

### *1/ Eligibilité des dépenses*

L'éligibilité des dépenses sera analysée pour chaque projet déposé.

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013, 1304-2013 et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru);
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion<sup>8</sup>;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide<sup>9</sup> ;

<sup>7</sup> Une opération est dite partenariale lorsqu'elle associe plusieurs partenaires intervenant chacun sur une partie distincte d'un projet de manière complémentaire sans qu'un partenaire soit déclaré chef de file. Chaque partenaire conserve la responsabilité des dépenses qu'il déclare.

<sup>8</sup> Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

<sup>9</sup> Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre des FESI est fixé à 122 800 €<sup>10</sup> de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE ou FEDER ;
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles ;
- Une dépense est éligible aux FESI si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu par l'autorité de gestion avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

**Une liste indicative des Catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du FSE et du FEDER est présentée en annexe 5**, sous réserve des modifications susceptibles d'être apportées par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de publication).

## *2/ Capacité financière de l'organisme porteur de projet*

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement des fonds européens sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

## *3/ Capacité administrative de l'organisme porteur de projet*

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution administratifs de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables.

## *4/ Principes horizontaux*

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine :

---

<sup>10</sup> Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

### **III/ MODALITES ET CRITERES DE SELECTION**

---

#### **A/ Modalités de sélection des projets**

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux critères de recevabilité mentionnés en partie II font l'objet d'une analyse en éligibilité qui procède à :

- l'analyse du budget et de la solidité du porteur de projets : vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect du cadre réglementaire (commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux mentionnés partie II sous-partie 2.2.4 (cf. supra) ;
- la contribution de l'opération à l'atteinte des valeurs cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du programme opérationnel.

Dans le cas d'opérations partenariales signalées comme telles à l'autorité de gestion par le biais de la fiche « présentation du partenaire » (cf. supra), un avis négatif en éligibilité ou en opportunité de l'un des porteurs entraîne un avis négatif pour l'ensemble des porteurs associés au projet.

#### **B/ Analyse en opportunité des projets soutenus**

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la Direction du développement social, de la santé et de la démocratie régionale afin qu'un avis en opportunité, structuré notamment sur la base des critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

- **Critères relatifs à la qualité de l'opération**
  - Concordance de l'opération avec les objectifs de l'appel à projet ;
  - Pertinence de l'opération ;
  - Caractère structurant de l'opération ;
  - Inscription de l'opération dans une politique régionale.

- **Critères relatifs à la qualité du montage de l'opération dont**

- Pertinence du calendrier de l'opération ;
- Concordance des moyens envisagés (humains et financiers) avec les actions prévues et les résultats attendus ;
- Qualité du partenariat et de la gouvernance mise en place (notamment à travers des temps de concertation avec les acteurs locaux, collectivités, associations et collectifs).

- **Critères spécifiques à l'appel à projet**

- Approche intégrée par des projets combinant FSE et FEDER
- Pour les projets visant à résorber l'habitat précaire financé par les fonds FEDER :
  - Proximité des équipements (commerces, école, hôpital public, etc.) et accessibilité en transport en commun ;
  - Qualité du travail partenarial réalisé avec les familles en amont du projet et respect de l'unité de vie des populations ;
  - Qualité du bâti (condition d'accueil et d'hébergement) et de l'offre de service aux résidents (eau courante, électricité, sanitaires, système d'assainissement) ;
  - Qualité de l'environnement direct (installation sur un terrain non pollué, pas de proximité avec des lignes à très haute tension, des déchetteries) ;
  - Qualité de l'accueil et de la gestion du site (accueil inconditionnel, liberté d'aller et venue, droit au recommencement).
- Pour les projets visant l'accompagnement des populations marginalisées telles que les Roms vers les dispositifs d'insertion financés par les fonds FSE :
  - Travail de médiation sociale et sanitaire notamment par des contacts préalables avec les institutions locales concernées ;
  - Inscription du projet dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle plus large avec une mise en perspective pour les participants ;
  - Mise en place d'un accompagnement individuel, scolarisation des enfants et domiciliation administrative.

Une approche intégrée FEDER-FSE sera fortement privilégiée pour la mise en œuvre des actions en faveur des communautés marginalisées telles que les Roms. Une priorité sera donc donnée aux projets « intégrés » comprenant à la fois un dossier de demande de financement FEDER pour une/des action(s) visant à résorber l'habitat précaire, et un dossier de demande de financement FSE pour une/des action(s) ayant trait à l'accompagnement vers les dispositifs d'insertion sociale.



## IV/ CALENDRIER DE SELECTION

---

**Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projets est le suivant :**

- **2 novembre 2015** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)
- **31 mars 2016** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Île-de-France.
- **A partir du 1er avril 2016** : instruction des dossiers par la Direction des financements européens et la Direction du développement social, de la santé et de la démocratie régionale de la Région Île-de-France.
- **A partir du 13 avril 2016** : présentation à la Commission consultative des élus et au Comité régional de programmation du Conseil régional d'Île-de-France des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir du 13 avril 2016** : signature des conventions.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la cellule ingénierie de projet et animation territoriale de la Direction des financements européens de la Région Île de France sur demande envoyée à :

[contact-FEDER-FSE@iledefrance.fr](mailto:contact-FEDER-FSE@iledefrance.fr)

## V/ CONFIDENTIALITE

---

La Région Île-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats à une subvention FEDER et/ou FSE.



## ANNEXES

---

### Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

**Le présent appel à projet s'inscrit notamment dans les obligations issues des textes suivants :**

- Règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional
- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru)<sup>11</sup>
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013

---

<sup>11</sup> Le décret d'éligibilité des dépenses n'est pas publié à ce jour.

## **Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de Fonds européens structurels d'investissement (FESI)**

### *1 Transparence comptable*

Tous les bénéficiaires d'une subvention européenne doivent être en capacité d'isoler au sein de leurs comptabilités générales, les charges et les produits liés à l'opération. Le porteur s'engage donc à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives originales peut être retenu (ou leur copie, si le porteur est doté d'un comptable public). Ces pièces doivent être conservées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles.

### *2 Respect des règles relatives à la commande publique*

Si le porteur est soumis au Code des marchés publics ou à l'ordonnance de n°2005-649 du 6 juin 2005, l'opération fera l'objet d'un contrôle de régularité de la commande publique. En effet, le respect des règles de la commande publique est une des conditions de l'éligibilité aux Fonds européens structurels et d'investissements (FESI) quelle que soit la nature de l'achat (travaux, fournitures, services) et le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse selon des critères prédéfinis.

### *3 Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

Dans cette attente, le porteur peut se référer à la documentation figurant à cette adresse : <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

Le porteur présentant une demande de Fonds social européen (FSE) et dont le projet comprend plusieurs types d'actions parmi celles éligibles dans le présent appel à projet (voir page 8) sera susceptible, sur demande du service de gestion des fonds européens, de devoir compléter son dossier.

### *4 Recours aux options de coûts simplifiés*

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

La Région Île-de-France, autorité de gestion, autorise l'utilisation d'un taux forfaitaire de 15% des frais de personnels directs pour calculer les coûts indirects (article 68-1b du règlement général n° 1303/2013).

<u>Pour mémoire :</u>
-----------------------

- Les coûts directs sont les coûts directement liés à une activité particulière de l'organisme, dont le lien avec cette activité particulière peut être démontré (par exemple via un pointage horaire direct).
- Les coûts indirects sont généralement des coûts qui ne sont pas ou ne peuvent pas être liés directement à une activité particulière de l'organisme en question. Ces coûts peuvent comprendre les dépenses administratives, pour lesquelles il est difficile de déterminer avec précision la somme attribuable à une activité particulière.
- Les frais de personnel sont les coûts résultant d'une convention entre employeur et employé, ou de contrats de service pour personnel externe (à condition que ces coûts soient clairement identifiables). Par exemple, si un bénéficiaire fait appel aux services d'un formateur externe pour ses formations internes, la facture doit identifier les différents types de coûts. Le salaire du formateur sera classé dans la catégorie des frais de personnel externe. Cependant, le matériel pédagogique, par exemple, ne pourra pas être pris en compte. Les frais de personnel comprennent la totalité de la rémunération, y compris les prestations en nature conformes aux conventions collectives, versée aux personnes en contrepartie d'un travail lié à l'opération. Ils comprennent également les impôts et les contributions des salaires à la sécurité sociale (premier et deuxième pilier, troisième pilier seulement si prévu par convention collective) ainsi que les contributions sociales obligatoires et volontaires de l'employeur. Les frais de voyage professionnels ne sont, par contre, pas considérés comme des frais de personnel. Les indemnités ou salaires versés au profit de participants aux opérations du FSE ne sont pas considérés comme des frais de personnel non plus.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base de ce taux forfaitaire de 15%.

Exemple de financement à taux forfaitaire 15% pour les coûts indirects :

Le projet de budget s'établit comme suit :

Frais de personnels directs : 30 000 euros	Coûts indirects = 15% des frais de personnels directs : 4500 euros
<u>Autres coûts directs éligibles</u> : 15 000 euros (dont par exemple information/publicité...)	Total des coûts éligibles : 49 500 euros

Piste d'audit applicable :

Catégories de coûts éligibles sur la base desquelles le taux sera appliqué pour calculer les montants admissibles	Frais de personnel directs: <ul style="list-style-type: none"> <li>• définition claire des frais de personnel;</li> <li>• preuve des coûts salariaux (fiches de paie, relevé des</li> </ul>
---	--

	heures de travail le cas échéant, conventions collectives justifiant les prestations en nature le cas échéant, facture détaillée du fournisseur externe).
Taux forfaitaire	Le document énonçant les conditions de soutien comportera une référence à l'article 68, paragraphe 1, alinéa b) du RPDC.
Catégories de coûts éligibles qui seront calculées avec le taux forfaitaire	Aucune justification n'est nécessaire.
Catégories de coûts éligibles auxquelles le taux n'est pas appliqué et qui ne sont pas calculées avec le taux forfaitaire	Les autres coûts directs comme les frais d'hébergement et de voyage, les repas, les informations et la publicité devraient être justifiées au moyen des factures et preuves de prestation appropriées le cas échéant.

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

**Règle applicable uniquement au FSE :**

Conformément à l'article 14 paragraphe 4 du Règlement (CE) n°1304/2013 relatif au Fonds social européen, le recours aux coûts unitaires, montants forfaitaires ou financements à taux forfaitaires est obligatoire pour les petites opérations. Ces petites opérations sont définies comme « des subventions et une assistance remboursable pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 euros ». Le terme de « soutien public » au sens de l'article 14 n'inclut ni la contribution publique fournie par le bénéficiaire, le cas échéant, ni les indemnités ou salaire versés par un tiers au profit des participants.

***Exemple (propre au FSE):***

*Le projet de budget d'un organisme pour une opération au coût total éligible de 70 000 EUR est le suivant:*

- Financement public national 10 000 EUR
- FSE 35 000 EUR

- *Autofinancement 15 000 EUR*

- *Indemnités aux participants payées par le service public de l'emploi 10 000 EUR*

**Total du plan de financement 70 000 EUR**

*Malgré un financement total de 70 000 EUR, ce projet s'inscrit dans la catégorie de projets pour lesquels les couts simplifiés sont obligatoires :*

*L'auto financement (15 000 EUR) d'un organisme public n'est pas pris en compte lorsque l'on détermine le soutien public verse au bénéficiaire.*

*Les indemnités aux stagiaires payées par le service public de l'emploi (10 000 EUR) ne sont pas comptées non plus étant donné qu'ils sont versés par un tiers aux participants.*

*Le soutien public s'élève donc au total de (35 000 EUR + 10 000 EUR =) 45 000 EUR, ce qui est inférieur au seuil de 50 000 EUR.*

## **5 Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants**

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le Programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé ;
- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la plateforme des aides régionales) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion ;
- La liste des entreprises ayant participé à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention ;
- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

**La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement du solde et le reversement des acomptes. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site [europe.iledefrance.fr](http://europe.iledefrance.fr) ainsi que sur la plateforme des aides régionales.**

## 6 Communication européenne

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
  - L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
  - Le logo « L'Europe s'engage en Île-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Île-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
  - Pour « l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « L'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

## 7 Contrôle et transmission des pièces

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle.

Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévisibles seront réalisées par l'autorité de gestion.

Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

## *8 Conservation des pièces*

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

### Annexe 3 : Liste des indicateurs

#### Axe 1 : Soutenir l'aménagement durable des territoires franciliens

##### Objectif spécifique 2 : Résorber l'habitat précaire des communautés marginalisées telles que les Roms

Fonds européen concerné	Dénomination de l'indicateur	Type d'indicateur	Unité de mesure
FEDER	Nombre de places dans les villages d'insertion et habitats adaptés créés	réalisation	Nombre
FEDER	Nombre de personnes insérées durablement dans un logement	résultat	Nombre

#### Axe 4 : Favoriser les dynamiques de l'inclusion

##### Objectif spécifique 5 : Accompagner les populations marginalisées telles que les Roms migrants vers les dispositifs d'insertion

Fonds européen concerné	Dénomination de l'indicateur	Type d'indicateur	Unité de mesure
FSE	Migrants, participants d'origine étrangère, minorités (y compris les communautés marginalisées telles que les Roms)	réalisation	Personnes accompagnées d'origine Rom
FSE	Nombre de personnes accompagnées qui ont été scolarisées ou rescolarisées	résultat	Personnes accompagnées d'origine Rom
FSE	Nombre de personnes Roms accompagnées qui ont trouvé un emploi	résultat	Personnes accompagnées d'origine Rom



#### **Annexe 4 : Questionnaires de recueil des données relatives à la situation des participants**

Pour les opérations financées par le FEDER :



Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 1 – Soutenir l'aménagement durable des territoires franciliens

Objectif spécifique 2 : Résorber l'habitat précaire des communautés marginalisées telles que les Roms

**Actions à destination des communautés marginalisées telles que les Roms**

**Questionnaire de recueil des données à l'entrée des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération : .....

N° convention FEDER : .....

Date d'entrée dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

**Coordonnées du porteur de projet**

Nom du porteur de projet : .....

Numéro SIRET du porteur de projet : .....

Catégorie juridique : .....

Code APE : .....

Adresse du porteur à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Contact : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### **Question 1. Caractéristiques de l'opération**

➤ Date de lancement de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

➤ Quel est le lieu de l'opération ?

Nom de la commune : ..... Code postal : .....

➤ Quelle est le type de construction ?

- ☐ Habitat adapté
- ☐ Village d'insertion
- ☐ Autre

Préciser : .....

➤ Quelle est la taille de l'opération (m²) ?

.....

➤ Quel est le nombre de places créées prévu par l'opération (1place =1 unité d'habitation) ?

.....

### **Question 2. Financement prévisionnel**

➤ Montant total prévisionnel du projet (€):.....

Dont montant du financement UE (€):.....



Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 1 – Soutenir l'aménagement durable des territoires franciliens

Objectif spécifique 2 : Résorber l'habitat précaire des communautés marginalisées telles que les Roms

**Actions à destination des communautés marginalisées telles que les Roms**

**Questionnaire de recueil des données à la sortie des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération : .....

N° convention FEDER : .....

Date de sortie dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

**Coordonnées du porteur de projet**

Nom du porteur de projet : .....

Numéro SIRET du porteur de projet : .....

Adresse du porteur à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Personne à contacter : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### **Question 1. Caractéristiques de l'opération**

➤ Date de fin de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

➤ Quelle est la taille de l'opération (m²) ?

.....

➤ Quel est le nombre de places créées par l'opération (1place =1 unité d'habitation) ?

.....

### **Question 2. Financement réel**

➤ Montant total réel du projet (€): .....

Dont montant du financement UE (€):.....

### **Question 3. Combien de places créées ont bénéficié à des familles accompagnées socialement dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds Social Européen ?**

.....

Pour les projets financés par le FSE :



## Appel à projets FSE – Année 2015

### Axe prioritaire 4 : Favoriser les dynamiques de l'inclusion

#### Objectif spécifique 5 : accompagner les populations marginalisées

telles que les Roms migrants vers des dispositifs d'insertion

Actions à destination des communautés marginalisées telles que les Roms

## Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date d'entrée dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

## Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ...../...../..... (jj/mm/année)    Sexe : homme ☐    femme ☐

Commune de naissance :  
 .....

Si à l'étranger, précisez le pays de naissance :  
 .....

Adresse / Lieu de résidence à l'entrée dans l'opération:  
 .....  
 .....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### Avez-vous une domiciliation administrative ?

- ☐ Oui  
☐ Non

Si oui au sein :

- ☐ D'une association. Préciser : .....  
☐ D'un centre communal d'action sociale (CCAS). Préciser : .....

N° et nom de rue  
 .....  
 .....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone: .....

Courriel : .....@.....

### Question 1. Situation du ménage

a. Vivez-vous dans un ménage où personne n'est en emploi ?

- ☐ Oui  
☐ Non



b. Avez-vous des enfants à charge?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, quel âge ont-ils ?

Premier enfant : .....

Deuxième enfant : .....

Troisième enfant : .....

Quatrième enfant : .....

.....

.....

Parmi les enfants âgés entre 6 et 16 ans, combien sont scolarisés ? .....

c. Vivez-vous dans une famille composée d'un adulte seul avec des enfants à charge ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 2 Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action**

- ☐ En emploi (salarié, à votre compte, indépendant)
- ☐ En recherche active d'emploi                      Durée de la recherche : .....(nombre de mois)
- ☐ Inactif en formation ou en école

**Question 3. Quel est votre niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'action ?**

- ☐ Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école
- ☐ 6e à 4e ou formation préprofessionnelle de 1 an (Niveau VI)
- ☐ 3e ou 4e-3e techno. ou < terminale de 2nd cycles courts professionnels (Niveau Vbis)
- ☐ Abandon avant terminale, terminale de 2nd cycles courts pro (Niveau V)
- ☐ Classe terminale, abandon post bac, niveau bac (Niveau IV)
- ☐ Diplôme bac +2 (Niveau III)
- ☐ Diplôme supérieur au bac + 2 (Niveaux II et I)

**Question 4. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap ? (allocation, pension d'invalidité ou carte d'invalidité ...) ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 5. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés, ...)?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

## **Question 6 : Accompagnement vers le logement et l'insertion sociale**

### **a. Avez-vous déjà bénéficié d'un accompagnement vers le logement ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

### **b. Bénéficiez-vous d'un suivi médical ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

### **c. Etes-vous suivi par une structure d'accompagnement social et juridique?**

- ☐ Oui
- ☐ Non



## Appel à projets FSE – Année 2015

### Axe prioritaire 4 : Favoriser les dynamiques de l'inclusion

**Objectif spécifique 5 : accompagner les populations marginalisées telles que les Roms migrants vers des dispositifs d'insertion**

**Actions à destination des communautés marginalisées telles que les Roms**

## Questionnaire de recueil des données à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

## Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ...../...../..... (jj/mm/année)    Sexe : homme ☐    femme ☐

Commune de naissance :  
.....

Si à l'étranger, précisez le pays de naissance :  
.....

Adresse / Lieu de résidence à l'entrée dans l'opération:  
.....  
.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### Avez-vous une domiciliation administrative ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui au sein :

- ☐ D'une association. Préciser : .....
- ☐ D'un centre communal d'action sociale (CCAS). Préciser : .....

N° et nom de rue  
.....  
.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone: .....

Courriel : .....@.....

### Question 1. De quel type d'action avez-vous bénéficié ?

- ☐ Appui à la parentalité et à la scolarisation des enfants ; actions de médiation scolaire
- ☐ Apprentissage du français
- ☐ Aide à l'hébergement et à l'accession au logement
- ☐ Accès aux droits ; médiation sociale
- ☐ Accès à aux soins ; médiation sanitaire

- ☐ Insertion professionnelle et la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi

## **Question 2. Situation au terme de l'accompagnement**

### **a. Scolarisation des enfants**

Nombre d'enfants scolarisés à l'issue de l'action : .....

Nombre d'enfants re-scolarisés à l'issue de l'action : .....

### **b. Accès à l'emploi et à la formation**

- ☐ Suivez-vous un enseignement ou une formation au terme de votre participation ?

Si oui, lequel ? .....

- ☐ Êtes-vous en recherche d'emploi sans suivre de formation ?

☐ Oui

☐ Non

- ☐ Avez-vous trouvé un emploi à la fin de votre formation ?

☐ Oui

Si oui, de quel type ? (Une seule réponse possible)

- ☐ activité indépendante, création d'entreprise

- Si oui avez-vous créés ou repris une entreprise ?

• Oui

• Non

- Si oui est-ce une entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?

▪ Oui

▪ Non

- ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)

- ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)

- ☐ emploi aidé

☐ Non

### **c- Santé et suivi médical**

Bénéficiez-vous d'un suivi médical à l'issue de l'action ?

☐ Oui

☐ Non

☐ Non concerné

### **d- Suivi social et juridique**

Etes- vous suivi par une structure d'accompagnement social et juridique au terme de votre participation ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Non concerné



Appel à projets FSE – Année 2015

Axe prioritaire 4 : Favoriser les dynamiques de l'inclusion

Objectif spécifique 5 : accompagner les populations marginalisées telles que les Roms migrants vers des dispositifs d'insertion

**Actions à destination des publics marginalisés tels que les Roms**

**Questionnaire de recueil des données 6 mois après la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

**Coordonnées du participant**

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/année)      Sexe : homme ☐      femme ☐

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

**Question 1. Quelle est votre situation sur le marché du travail six mois après votre sortie de l'opération ?**

- ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)
- ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
- ☐ emploi aidé
- ☐ activité indépendante, création d'entreprise
- ☐ au chômage en recherche active d'emploi :  
durée de la recherche : .....(nombre de mois)
- ☐ inactif en formation ou en école
- ☐ inactif ni en formation et ni en école

**Question 2. Si vous étiez en emploi à l'entrée dans l'opération : occupez-vous un emploi ?**

- ☐ plus qualifié



- ☐ avec davantage de responsabilités
- ☐ plus stable (passage d'un emploi temporaire à un emploi durable)
- ☐ à temps complet (alors que vous étiez à temps partiel « subi » à l'entrée dans l'opération)

**Question 3. Avez-vous créé ou repris une entreprise à la suite de votre accompagnement ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non
  - Si oui est-ce une entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?
    - ☐ Oui
    - ☐ Non

## Annexe 5 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES AU FEDER ET AU FSE	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel</li> <li>- Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants</li> <li>- Dépenses d'amortissement (3 conditions)<sup>12</sup></li> <li>- Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière</li> <li>- Dépenses de location</li> <li>- Dépenses directes de sous-traitances</li> <li>- Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité</li> <li>- Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées</li> <li>- Contributions en nature</li> <li>- Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés)</li> <li>- TVA et autre taxes non déductible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge</li> <li>- Frais débiteurs, agios et autres charges financières</li> <li>- TVA déductible, compensée ou récupérable</li> <li>- Frais de bouche non directement liés à l'exécution de l'opération éligible</li> </ul>
FSE	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses acquittées par un organisme tiers (régies par des dispositions spécifiques) dûment justifiées</li> <li>- Allocations et aides individuelles versées aux participants</li> <li>- Primes à la création d'activité versées aux participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat d'infrastructures, de terrains ou d'immeubles.</li> <li>- La rémunération des stagiaires</li> </ul>
FEDER	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat de terrain bâti et non bâti (plafonné)</li> <li>- Achat de bien immobilier</li> <li>- Crédit-bail (3 conditions)</li> <li>- Retenue de garantie dans le cadre d'un marché de travaux (si versée au solde du marché)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses liées au démantèlement et de la construction de centrales nucléaires</li> <li>- Investissements visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE</li> <li>- Dépenses liées à la production, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac</li> <li>- Dépenses des entreprises en difficulté telles qu'elles sont définies par les règles de l'Union en matière d'aides d'État</li> <li>- Investissements dans les infrastructures aéroportuaires, à moins qu'ils ne soient liés à la protection de l'environnement ou qu'ils ne s'accompagnent d'investissements nécessaires à l'atténuation ou à la réduction de leur incidence négative sur l'environnement</li> </ul>

<sup>12</sup> Cf. article 9 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru).